

: la politique et le social en

Pas de blanc-seing !

J.KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

PAS moins de quatorze députés disposant chacun d'un temps de parole de trois minutes ont réagi dans la foulée de la présentation par le Premier ministre, Raymond Ndong Sima, du Plan d'action et la Feuille de route de la Transition, hier, à l'Assemblée nationale.

Tous ou presque, relevant quelques insuffisances ou limites dans le programme détaillé par le chef du gouvernement, ont relevé un certain nombre de préoccupations politiques, économiques et sociales en rapport, à les entendre, aux difficultés et interrogations soulevées par les populations. Notamment la lutte contre la vie chère, le chômage, le fonctionnement des structures sanitaires, la place de la jeunesse, les conditions de vie en milieu carcéral, le Dialogue national inclusif à venir, les événements de 2016, l'exploitation du fer de Bélinga, l'état du réseau routier, l'éducation, etc.

Un baptême du feu pour la plupart d'entre eux qui s'en sont plutôt bien tirés, même si le temps qui leur était imparti paraissait bien court au regard de leur vo-



Photo : Sylvain MAGANGA

lonté de s'exprimer. En tout état de cause, ils sont apparus pleinement investis de leurs charges, quand bien même certains ont laissé transparaître leur inexpérience.

Pour autant, tous ont donné le ton de la nature des rapports qui devraient prévaloir entre l'Assemblée nationale et le gouvernement durant le processus en cours. Les députés n'entendent nullement, à ce qu'il semble, se départir de leurs missions en pliant de

quelque manière que ce soit face au gouvernement, comme certains ont pu le dénoncer et le déplorer par le passé. Ce qui avait grandement déteint sur le fonctionnement de la République. C'est dire que forts de leurs prérogatives, ils entendent pleinement contribuer en toute responsabilité, dignité et patriotisme à la restauration des institutions. Comme quoi, le soutien qu'ils ont apporté au gouvernement ne saurait être un blanc-seing.



Les événements de 2016 remis au goût du jour

A.M.
Libreville/Gabon

COMME le veut la tradition, au terme hier de l'oral du Premier ministre, Raymond Ndong Sima, à l'Assemblée nationale, lors de la présentation du Plan d'action et la feuille de route devant guider l'action de son gouvernement, plusieurs députés ont pris la parole pour avoir davantage de précisions sur l'exposé de leur hôte, pour les uns, et soulever des questionnements par rapport aux idées émises mais qui n'ont pas suffisamment été approfondies, pour d'autres.

Parmi les questions posées a figuré celle ayant trait aux événements du 31 août 2016 par le député et non moins président des 7 Merveilles du peuple (7MP), Joël Ngoueneni Ndzengouma. S'arc-boutant sur le discours de Raymond Ndong Sima qui, dans l'articulation de son Plan d'action devant servir à l'amélioration de la

Parmi les questions posées a figuré celle ayant trait aux événements du 31 août 2016 par le député et non moins président des 7 Merveilles du peuple (7MP), Joël Ngoueneni Ndzengouma.

gouvernance de l'État souhaite d'abord et avant tout une "stabilisation politique destinée à promouvoir un environnement politique apaisé en favorisant le dialogue et la réconciliation nationale entre les différents acteurs politiques et sociaux" en vue du rétablissement de la confiance, Joël Ngoueneni Ndzengouma, a saisi la balle au bond pour demander au Premier ministre si une réconciliation nationale est possible sans poser le problème des événements du 31 août 2016. Des réponses du Premier ministre aux questions posées par les députés, celle-ci n'a pas trouvé de réponse. Autrement dit, elle n'a même pas été abordée par

le chef du gouvernement de la Transition. Pour le député, depuis que la Transition est en place ce volet politique n'est pas souvent ou très peu évoqué par les autorités de la Transition, en ce qui concerne notamment les exactions commises au quartier général (QG) de Jean Ping, candidat à l'élection présidentielle de cette année-là, qui était opposé au président déchu, Ali Bongo Ondimba. La question qu'il se pose est celle de savoir si une réconciliation est possible en éludant ces événements du 31 août 2016 qui ont tout de même débouché sur la mort de plusieurs de nos compatriotes.

